

NÉO-DÉMOCRATE

LE PACTE VERT **DE L'ONTARIO**

CLIMAT • EMPLOIS • ESPOIR





Message de la part d'Andrea Horwath

Mes chères amies,
Mes chers amis,

Tant d'Ontarien-ne-s me disent qu'ils sont inquiets pour leur avenir — les jeunes surtout, qui n'ont pas créé la crise climatique mais qui en hériteront les conséquences. Je comprends ces inquiétudes, et je tiens à vous dire qu'il y a de l'espoir.

Il nous faut agir de manière audacieuse pour combattre la crise climatique en Ontario, pleinement conscient-e-s de son ampleur et de l'urgence qu'elle représente. Ainsi, nous pourrions être une source d'inspiration pour le reste du Canada pour le monde : nous pourrions donner la mesure du possible. Voilà pourquoi je m'engage à offrir un Pacte vert néo-démocrate à l'Ontario, avec des cibles en conformité avec les plus grandes ambitions de l'Accord de Paris.

Ne laissez dire à personne que c'est impossible ou que nous ne pouvons pas nous le permettre. Parvenir à zéro émission exigera des investissements considérables, mais nous nous devons de les faire. Le prix de l'inaction dépasse de loin le coût des mesures à mettre en œuvre pour combattre la crise climatique. Le seul obstacle, c'est un gouvernement qui s'obstine à n'y rien comprendre. Les libéraux nous ont laissé tomber ; ils le referaient. Quant à Doug Ford, il ne fait qu'aggraver les choses, toujours en beau fusil contre l'environnement.

Au moyen d'innovations technologiques, d'investissements stratégiques, de règlements soigneusement élaborés, et surtout grâce au travail acharné et à l'inventivité des Ontarien-ne-s, nous pourrions réduire les émissions de GES, créer des emplois, et rendre la vie plus abordable pour les familles et pour les jeunes qui commencent leur vie.

Alors que nous travaillons à bâtir cet avenir plus durable, nos actions doivent prendre fermement racine dans les valeurs d'équité, d'abordabilité, de réconciliation et d'unité.

➔ **L'ÉQUITÉ** : Nous nous engageons à nous assurer que la transition vers une économie à zéro émission sera équitable et juste. Chaque personne devrait pouvoir avoir sa part dans les opportunités et la prospérité qu'engendrera la transition. Nous n'abandonnerons aucune communauté, aucune industrie, aucun groupe. Surtout pas celles et ceux qui ont été exclus et qui continuent de l'être : nous nous assurerons que ces personnes participeront pleinement à notre économie comme à notre société — telles que les personnes racisées, les femmes et les jeunes.

- **L'ABORDABILITÉ** : Nous nous engageons à rendre la vie plus abordable pour les familles de l'Ontario. Le combat contre la crise climatique ne doit pas être mené sur le dos des familles ontariennes : leur vie n'a pas à devenir encore moins abordable.
- **LA RÉCONCILIATION** : Nous nous engageons à travailler vers une réconciliation véritable et profonde, qui demande bien plus que des gestes symboliques de la part des gouvernements. Elle demande de la bonne foi — et des actions concrètes. À mesure que nous nous acheminons vers une économie à zéro émission, nos actions doivent intégrer le savoir ancestral des Premières Nations, honorer nos engagements solennels figurant dans les traités, et s'enraciner dans de véritables relations de gouvernement à gouvernement. Nos actions doivent aussi être conformes à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, aux Appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation, et aux recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.
- **L'UNITÉ** : Nous nous engageons à unir notre province, en mettant les gens au cœur de chaque décision prise par le gouvernement, et en déployant de grands efforts ensemble pour aider les Ontarien·ne·s à se bâtir une belle vie.

Ce document n'est que le début de notre plan pour parvenir à zéro émission, pour créer des emplois, et pour apporter l'espoir à une nouvelle génération d'Ontarien·ne·s.

Une transition de cette ampleur doit comprendre un engagement considérable et continu de la part des citoyen·ne·s. Dans les semaines et les mois à venir, nous voulons connaître vos idées. Nous voulons bâtir ce plan ensemble, parce qu'ensemble, nous pouvons faire mieux.

Faisons donc de notre idéal une réalité.

A blue ink signature of Andrea Horwath, written in a cursive style.

Andrea Horwath
Chef, NPD de l'Ontario

Table des matières

Le Climat4

Pourquoi la crise climatique relève-t-elle de l'urgence ?.....5

Pourquoi l'Ontario doit-il agir tout de suite ?.....5

Les cibles du Pacte vert néo-démocrate8

Les Emplois14

Les trois garanties15

Les industries émergentes20

Le plus vaste programme de rénovation
écoénergétique des édifices au monde..... 21

L'Espoir..... 25

Carte postale du futur – Ontario, 2050..... 26

Ce que nous offrirons par la suite..... 27

Les prochaines étapes..... 28

LE CLIMAT



Pourquoi la crise climatique relève-t-elle de l'urgence ?

IL NOUS RESTE très peu de temps pour éviter les effets les plus catastrophiques de la crise climatique. Les plus éminent·e·s scientifiques du monde indiquent que **le changement climatique se déroule plus rapidement que prévu** et qu'il nous faut agir en toute urgence, en prenant des mesures sans précédent pour réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES). Si nous ne le faisons pas, nous verrons se multiplier et s'aggraver les sécheresses, les inondations, et d'autres phénomènes météorologiques extrêmes. Nous verrons la disparition massive des espèces, l'élévation du niveau des mers, l'acidification et la désoxygénation des océans, et une intensification de l'instabilité et des conflits politiques à l'échelle de la planète. Nous verrons l'effroyable coût financier,

environnemental et humain de ces désastres sans précédent.

Et voici qui est plus alarmant encore : au Canada, le réchauffement progresse, en moyenne, deux fois plus rapidement qu'ailleurs sur la planète. En Ontario, nous ressentons déjà les effets de la crise climatique, avec une augmentation de la fréquence et de la gravité des phénomènes météorologiques extrêmes, telles que les inondations, les vagues de chaleur étouffantes, les feux de forêt de plus en plus intenses, une progression du nombre de tiques et de cas de maladie de Lyme. Plus de 200 espèces de plantes et d'animaux risquent de disparaître au niveau local. À mesure que la crise climatique empire, chacun de ces défis ira en s'aggravant.

Pourquoi l'Ontario doit-il agir tout de suite ?

L'ONTARIO NE PEUT se permettre d'ignorer la crise climatique. Le prix de l'inaction dépasse de loin le coût de l'action. Ce prix-là, nous en percevons déjà plusieurs manifestations économiques, environnementales et sociales.

À mesure que la crise climatique s'accélère, nous voyons s'accroître au Canada les paie-

ments des assureurs pour des déclarations de sinistre, pour cause de dommages subis par les biens et par l'infrastructure. « En moyenne, les dommages assurés (biens et infrastructure) au Canada se sont chiffrés à environ 1,7 milliard de dollars par année de 2008 à 2017, une augmentation par rapport aux 200 millions de dollars enregistrés annuellement de 1983 à 1992¹. » Il s'agit donc d'une énorme aug-

1 Banque du Canada, Revue du système financier – 2019 : <https://www.banqueducanada.ca/2019/05/revue-du-systeme-financier-2019>

mentation des dommages assurés, à hauteur de 750 %.

La crise climatique affecte aussi, de manière négative, tout un ensemble d'éléments, allant des espèces locales et de leur habitat à l'air que nous respirons et à l'eau que nous buvons.

La Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques a tiré le signal d'alarme pour les espèces à risque à travers la planète, alors que la nature connaît un « taux d'extinction » « sans précédent² » dans l'histoire de l'humanité. « Il est vraisemblable que la population d'ours polaires qui vit actuellement en Ontario disparaîtra de la province d'ici 40 ans en raison de la fonte de la glace marine dans la baie d'Hudson³. »

La crise climatique représente aussi une menace pour les sources d'eau douce de l'Ontario : « Croissances démographiques, pertes de zones tampons naturelles telles que les terres humides et boisées, conditions météorologiques plus chaudes et violentes ... nécessiteront de nouvelles évaluations des menaces et mesures d'intervention. » « Lors de fortes précipitations, les égouts unitaires de 44 municipalités de l'Ontario débordent encore et répandent des eaux usées souillées grouillantes de bactéries dans les lacs et les rivières. » De plus, « les problèmes d'algues s'aggravent dans les Grands Lacs et les eaux intérieures de l'Ontario⁴ ».

Outre le fait qu'il constitue la principale source d'émission de gaz à effet de serre, le transport à base de carburants fossiles est une source majeure de pollution de l'air dans notre province. La pollution de l'air contribue à des affections respiratoires et cardiovasculaires, à des maladies du cœur et des poumons, et elle a pour effet bien des morts prématurées. L'Organisation mondiale de la Santé estime que la crise climatique causera, chaque année, 250 000 morts prématurées, à l'échelle de la planète, tout en engendrant des frais de santé annuels directs allant jusqu'à 4 milliards de dollars « par an, d'ici 2030⁵ ».

Il n'est pas étonnant que tant de gens — surtout des jeunes — sont inquiets pour l'avenir. La crise climatique est un défi de taille, intimidant à bien des égards. La réduction des émissions de gaz à effet de serre engendrera une réduction de ces coûts, ainsi qu'une réduction de la gravité des dommages subis par notre économie, par notre environnement et par notre santé.

Les cibles de l'Accord de Paris visent à maintenir la hausse de la température moyenne du globe « bien en dessous de 2°C », et l'Accord engage explicitement ses signataires à « mener des efforts encore plus poussés pour limiter cette hausse à 1,5°C ». Cependant, les politiques actuelles, à l'échelle de la planète, laissent prévoir que l'on se dirige vers une hausse d'environ 3,3°C⁶. Une hausse aussi

2 Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques, communiqué de presse intitulé « Le dangereux déclin de la nature : un taux d'extinction des espèces "sans précédent" et qui s'accélère » : <https://www.ipbes.net/news/Media-Release-Global-Assessment-Fr>

3 Commissaire à l'environnement de l'Ontario, « Retour aux sources. Rapport sur la protection de l'environnement de 2018 » : <https://docs.assets.eco.on.ca/reports/environmental-protection/2018/Back-to-Basics-FR.pdf>

4 *Ibid.*

5 Organisation mondiale de la Santé, « Principaux faits concernant l'impact du changement climatique sur la santé » : <https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/climate-change-and-health>

6 Climate Action Tracker, « Warming Projections Update » : <https://climateactiontracker.org/publications/warming-projections-global-update-dec-2018/>

significative et spectaculaire de la température moyenne du globe aurait des conséquences inimaginables, voire désastreuses.

Le leadership de l'Ontario est essentiel. Le Canada figure parmi les dix plus grands émetteurs mondiaux, et l'Ontario est la province la plus peuplée du pays, ainsi que le deuxième émetteur en termes absolus. L'habileté du Canada d'honorer ses engagements internationaux dépend de ce que l'Ontario fera ou ne fera pas afin d'éviter les aspects les plus dangereux de la crise climatique.

L'Ontario a déjà fait un pas dans la bonne direction en fermant des usines à charbon, mais il reste encore beaucoup à faire. Les données les plus récentes montrent que l'Ontarien·ne moyen·ne est responsable d'une émission annuelle de 11 tonnes de GES⁷. Toutefois, la majorité des Ontarien·ne·s veulent faire leur part pour combattre la crise climatique, tout en s'assurant que les personnes, les communautés et les industries existantes ne sont pas laissées pour compte.

L'Ontario est en bonne position pour réduire les émissions de GES et pour devenir un leader dans la lutte globale contre le changement climatique. Nous disposons déjà d'un réseau électrique à faible émission de carbone, d'un secteur des technologies propres innovant, et de systèmes de transport en commun qui, tout en ayant besoin de renouvellement et d'un élargissement considérable, constituent une base solide sur laquelle bâtir.

En mettant en œuvre des mesures significatives pour apporter des solutions au problème

des émissions de GES, dans tous les secteurs, l'Ontario peut faire sa part pour éviter les conséquences catastrophiques de la crise climatique, tout en créant de nouvelles opportunités économiques pour toute une génération d'Ontarien·ne·s.

Voici la répartition des émissions de GES de l'Ontario selon les différents secteurs :

- ➔ 35 % des émissions correspondent au secteur des transports
- ➔ 30 % des émissions correspondent au secteur industriel
- ➔ 21 % des émissions correspondent aux édifices
- ➔ 8 % des émissions correspondent à l'agriculture
- ➔ 4 % des émissions correspondent aux déchets ; et
- ➔ 3 % des émissions correspondent au secteur de l'électricité⁸.

La transition vers une économie à zéro carbone engendrera plus d'opportunités dans les industries nouvelles et émergentes, et plus d'emplois. Une transition réussie voudra aussi dire que les industries existantes, y compris les secteurs manufacturier, minier et forestier, continueront de prospérer.

Les mesures basées sur le marché, tel qu'un prix sur la pollution, font certes partie de la solution, mais elles restent insuffisantes pour cibler dans toute son ampleur le problème que nous affrontons et pour créer un éventail complet de nouvelles opportunités économiques pour les Ontarien·ne·s. Pour parvenir à une économie à zéro carbone, le gouvernement doit agir de manière audacieuse.

7 Commissaire à l'environnement de l'Ontario, « Ontario's Carbon Footprint: How Ontarians' Emissions Contribute to Global Climate Change and What We Can Do About It » : <https://eco.auditor.on.ca/blog/ontarios-carbon-footprint/>

8 Commissaire à l'environnement de l'Ontario, « Greenhouse Gas (GHG) Emissions in Ontario » : <https://eco.auditor.on.ca/blog/ghg-emissions-in-ontario/>

Les cibles du Pacte vert néo-démocrate

ANDREA HORWATH ET le NPD de l'Ontario s'engagent à réduire les émissions de GES de l'Ontario, d'ici 2030, jusqu'à 50 % , *au minimum*, par rapport au taux d'émissions de 2005, et à parvenir à zéro émission d'ici 2050⁹.

Ces cibles répondent aux aspects les plus ambitieux de l'Accord de Paris — avec pour but de limiter la hausse de la température du globe à

1,5°C. (Le plus récent rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat lance un avertissement clair contre tout ce qui laisserait que les températures s'élèvent au-dessus de ce niveau). Nos cibles de réduction des émissions de GES sont ambitieuses mais absolument nécessaires. Il ne s'agit pas de simples aspirations, mais d'un engagement ferme.

Qu'entendons-nous par « zéro émission » ?

LE NPD DE l'Ontario estime qu'il faut agir de manière audacieuse pour s'attaquer à la crise climatique. Une cible de zéro émission exige que l'Ontario s'approche du but « zéro émission » autant que le permettent les technologies, tout en reconnaissant que certaines industries continueront d'émettre des GES.

Par exemple, les métaux de l'Ontario, ainsi que l'ensemble de l'industrie de l'acier de la province, continueront d'être essentiels pour notre économie — en fournissant des produits de niveau mondial et de bons emplois syndiqués. Nonobstant les réussites qu'a connues le secteur de l'acier en termes de réduction de son empreinte carbone, il continuera à émettre des GES pour un bon moment. Le NPD estime que les métaux de l'Ontario, ainsi que l'industrie de l'acier de la

province, doivent continuer leurs activités ici, en Ontario, tout en s'assurant que la pollution a un prix et que les activités du secteur de l'acier respectent les plus hautes normes environnementales. Dans un scénario « zéro émission », les émissions dues à la production d'acier seront compensées, au Canada, par la réduction du dioxyde de carbone de l'atmosphère grâce à des activités comme la plantation d'arbres.

En somme, le NPD de l'Ontario prendra les mesures nécessaires pour protéger nos familles, notre environnement et notre économie de l'impact de la crise climatique. Bien que le défi soit monumental, Andrea Horwath et le NPD de l'Ontario voient des possibilités formidables au cœur même des mesures décisives qu'il faut prendre.

9 Une réduction de 50 %, d'ici 2030, des émissions de GES par rapport aux taux de 2005, correspond à une réduction de 43 % par rapport aux niveaux de 1990 ; une réduction de 55 % par rapport à 2005 est l'équivalent d'une réduction de 49 % par rapport à 1990.

Ensemble, nous pouvons faire croître notre économie et bâtir le type de société où chacun·e d'entre nous puisse prospérer.

Le Pacte vert néo-démocrate comprendra le développement d'une stratégie exhaustive pour la transition à zéro émission. Cette stratégie sera basée sur une participation citoyenne aussi large que significative, afin d'assurer une transition juste pour les travailleuses et travailleurs, pour les communautés et pour les industries, ainsi qu'un large éventail de nouvelles opportunités économiques pour toute une génération d'Ontarien·ne·s.

Grâce à notre engagement ferme à réduire les émissions de GES, d'ici 2030, d'au moins 50 %, et à parvenir à zéro émission d'ici 2050, nous pouvons commencer à bâtir, ensemble, une voie pour réduire nos émissions de GES.

Nous avons besoin de vos conseils, du résultat de vos réflexions et de vos idées concernant les mesures spécifiques qui devraient être incluses dans le Pacte vert néo-démocrate.

Voici quelques questions que nous aimerions vous soumettre. Veuillez ne pas hésiter à nous faire part de vos points de vue.

QUESTIONS DE DISCUSSION

LES TRANSPORTS

Le domaine des transports est le plus grand contributeur aux émissions de GES de l'Ontario (35 %). Les émissions causées par le secteur des transports en 2016 étaient de 34 % plus élevées que les niveaux de 1990. La solution à la crise climatique exigera une réduction drastique des émissions causées par les automobiles, par le transport des marchandises et par le transport en commun :

- ❓ La plupart des émissions causées par les transports sont dues aux automobiles. Comment l'Ontario peut-il réduire le plus efficacement les émissions dues aux automobiles ?
- ❓ Dans le secteur automobile, l'Ontario dispose d'une industrie florissante, qui inclut la fabrication de pièces automobiles. Comment l'Ontario peut-il devenir un leader dans la fabrication de la prochaine génération de véhicules à faible émission de carbone ?
- ❓ Le transport en commun est l'un des types de transport les plus faibles en émissions de carbone. Comment l'On-



tario peut-il investir le plus efficacement dans le transport en commun ? Comment peut-il le mieux développer ce secteur ?

- ❓ Les transports ferroviaires sont un type de transport des marchandises plus faible en émissions de carbone. Comment l'Ontario peut-il développer notre infrastructure ferroviaire, y compris pour ce qui est des lignes courtes ?

- ❓ Les gens du Nord de l'Ontario doivent parcourir de longs trajets pour avoir accès à des services tels que les visites chez des médecins spécialistes, en bravant des conditions hivernales plus rudes. Au Nord de l'Ontario, le transport en commun n'est pas toujours une option viable. Cela étant, comment le Nord de l'Ontario peut-il le mieux réduire les émissions de GES dues aux transports ?

L'INDUSTRIE

Le secteur industriel correspond à 30 % des émissions de GES de l'Ontario. Les émissions dues au secteur industriel ont diminué de 28 % en 2016 par rapport à 1990. Cela comprend des secteurs comme celui de l'acier : à forte teneur en carbone et sujet à des pressions commerciales internationales, ce secteur fournit en même temps de bons emplois syndiqués pour les Ontarien·ne·s. Le domaine industriel comprend aussi le secteur des technologies propres, qui peut nous aider à parvenir à une économie à zéro carbone tout en créant de bons emplois, qui puissent vous permettre d'élever une famille.

- ❓ La tarification du carbone ne suffira pas pour atteindre nos cibles de réduction des émissions de GES dans le secteur industriel. Quels sont les mécanismes les plus efficaces pour aider les industries à accomplir la transition énergétique et à prospérer dans une économie à zéro carbone ?
- ❓ Bien des gens ont soulevé des préoccupations au sujet des industries qui déménageraient vers des juridictions munies de normes environnementales moins contraignantes, et où l'on peut polluer à meilleur marché. Comment l'Ontario peut-il se prémunir contre une telle fuite de capitaux, nuisible pour notre économie, pour nos travailleuses et travailleurs, et pour l'environnement de la planète ? Comment l'Ontario peut-il aider

nos industries subissant des pressions commerciales à s'adapter à une économie à zéro carbone ? Comment l'Ontario peut-il optimiser sa réduction d'émissions de GES pour stimuler nos industries exposées à la concurrence étrangère ?

- ❓ L'Ontario dispose d'un secteur des technologies propres bénéficiant d'investissements croissants dans la recherche et le développement de technologies à faible teneur en carbone. Comment l'Ontario peut-il encourager le développement, la commercialisation et l'expansion de technologies ontariennes à faible teneur en carbone ? Comment l'Ontario peut-il continuer à développer notre secteur des technologies propres ?
- ❓ Comment l'Ontario peut-il encourager nos industries à adopter des technologies à faible teneur en carbone ? Quel type d'appuis sont nécessaires pour s'assurer que les industries qui prospèrent en Ontario aujourd'hui continueront de prospérer en 2050 ?

L'AGRICULTURE

Les émissions dues au secteur agricole ontarien sont restées largement inchangées depuis 1990. À l'heure actuelle, l'agriculture représente 8 % des émissions de l'Ontario.

- ❓ Quels sont les obstacles qui empêchent le secteur agricole de réduire ses émissions ?
- ❓ Certaines pratiques agricoles recourent au stockage du carbone et sont bénéfiques pour notre environnement — notamment en appuyant la biodiversité et en préservant la santé du sol — mais ces pratiques sont peu répandues. Quels sont les obstacles qui empêchent l'adoption à large échelle de ces pratiques ? Quelle serait la meilleure manière dont le gouvernement de l'Ontario pourrait appuyer un tel but ?

- ❓ La nourriture locale est issue, dans la plupart des cas, de pratiques à faible teneur en carbone. La nourriture locale peut aussi signifier un coût de production et de distribution plus élevé pour les agriculteurs et les agricultrices. Comment l'Ontario peut-il aider les agriculteurs et les agricultrices à obtenir des revenus plus élevés grâce à la nourriture locale ? Que peut-on faire pour encourager plus d'Ontarien·ne·s à consommer plus de nourriture locale ?
- ❓ La crise climatique aura pour effet d'augmenter l'incertitude à laquelle font face nos agriculteurs et agricultrices, et elle contribuera à intensifier les conditions défavorables à la croissance, en Ontario comme partout à travers le monde. Cela étant, les assurances pour les risques disponibles à l'heure actuelle répondent-elles de manière adéquate aux besoins des agriculteurs et des agricultrices de l'Ontario ? Si non, comment peuvent-elles être améliorées ?



LES DÉCHETS

Les déchets correspondent à 4 % des émissions de GES de l'Ontario. Déjà en 2016, les émissions de ce secteur étaient supérieures

de 6 % à celles de 1990. Les émissions de méthane dues aux déchets solides continuent de représenter le gros des émissions.

- ❓ La manière la plus efficace de réduire les émissions de GES dues aux déchets, c'est de détourner les déchets des sites d'enfouissement. Comment l'Ontario peut-il réduire la quantité de déchets qui prend actuellement le chemin des décharges ? Comment l'Ontario peut-il promouvoir une économie plus circulaire ?
- ❓ Détourner les déchets des sites d'enfouissement aidera à réduire les émissions de méthane. Comment l'Ontario peut-il s'y prendre pour mieux détourner les déchets de nos sites d'enfouissement ?
- ❓ Le Canada a fait l'objet de critiques, au niveau international, pour exporter des matières recyclables contaminées. Les plastiques à usage unique ont été identifiés comme un contributeur d'importance aux déchets de matières plastiques, en Ontario et au Canada. Le NPD de l'Ontario a proposé l'interdiction des plastiques à usage unique. Comment l'Ontario peut-il mieux atteindre ce but, et à quelle échéance ?
- ❓ Actuellement, c'est aux Ontarien·ne·s d'encourir le coût du recyclage ou de l'élimination des emballages de produits de consommation et des déchets plastiques. Nous estimons que les manufacturiers devraient assumer plus de responsabilité pour le coût réel des plastiques et des emballages. Quelle serait la meilleure manière de mettre en œuvre un tel changement ?

L'ÉLECTRICITÉ

En Ontario, le secteur de l'électricité a connu une diminution de 82 % des émissions de GES depuis 1990, principalement en raison de l'abandon graduel de la production d'électricité à base de charbon. Cela dit, la produc-

tion d'électricité de l'Ontario n'est pas complètement propre. À l'heure actuelle, le secteur de l'électricité représente 3 % des émissions de GES de l'Ontario. Alors que de plus en plus de nos demandes en énergie se départent des carburants fossiles, nous devons augmenter nos capacités dans le domaine de l'électricité – chaque nouvelle voiture électrique, chaque nouveau train électrique, et chaque nouvelle thermopompe électrique puiseront dans notre réseau.

- ? Vu la demande d'électricité croissante, pendant que l'Ontario entreprend sa transition vers une économie à zéro émission, comment l'Ontario peut-il s'assurer que nous disposons d'électricité propre, fiable et abordable ?
- ? Certaines communautés du Nord ou autrement éloignées des grands centres dépendent actuellement d'un système énergétique à base de diesel et à haute teneur en carbone. Comment l'Ontario peut-il augmenter l'approvisionnement en énergie fiable, propre et abordable pour ces communautés ?

LES SERVICES FINANCIERS

Les services financiers sont un secteur de premier ordre pour l'Ontario. Bien que la finance elle-même n'engendre que de faibles émissions, elle appuie – au moyen de prêts, de souscriptions et d'autres services – des industries à forte teneur en carbone. Cela dit, les investissements à visée verte sont à la hausse. Les « obligations vertes » sont utilisées pour appuyer des projets durables, à faible teneur en carbone. En fait, les Pays-Bas ont récemment émis des « obligations vertes » que les marchés ont appuyées et saluées de manière enthousiaste.

- ? L'Ontario est le quartier général de quatre des cinq grandes banques du Canada, de bien des coopératives de crédit, et d'un secteur financier prospère. Comment l'Ontario peut-il appuyer le secteur finan-

cier à devenir un leader mondial dans la « finance verte » tout en faisant départir ses investissements des activités à haute teneur en carbone ?

- ? À l'échelle mondiale, les gouvernements ont joué un rôle de premier plan dans le développement des produits de « finance verte ». L'Ontario devrait-il s'efforcer à être un leader mondial dans ce secteur émergent de la finance ?
- ? Certains régimes de retraite du secteur public ontarien sont parmi les plus grands au monde. Les régimes de retraite du secteur public devraient-ils être encouragés à investir dans des actifs verts ? Dans ce cas, comment peut-on mieux atteindre ce but tout en défendant les intérêts des retraité-e-s et des futur-e-s retraité-e-s ?



AFFAIRES INTER-GOUVERNEMENTALES

L'Ontario doit prendre des mesures pour combattre la crise climatique indépendamment des décisions prises (ou pas) dans ce domaine par d'autres juridictions. Il reste que la crise climatique est un problème mondial. Il faut agir en coordination avec d'autres échelons gouvernementaux, à travers le Canada comme à travers le monde.

❓ L'Ontario a la responsabilité d'engager un dialogue de gouvernement à gouvernement avec les communautés des Premières Nations. Le NPD de l'Ontario en a appelé à une véritable réconciliation et à la mise en œuvre intégrale de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Comment l'Ontario peut-il travailler en partenariat avec les Premières Nations pour lutter contre la crise climatique tout en respectant notre engagement à mettre en œuvre ladite Déclaration onusienne ? Le gouvernement du Canada a un rôle important à jouer dans la transition vers une économie à zéro émission. Comment l'Ontario et le gouvernement du Canada peuvent-ils mieux travailler ensemble pour lutter contre la crise climatique ?

❓ Les gouvernements municipaux sont responsables de l'entretien de beaucoup d'infrastructures qui devront être adaptées, voire bâties, pour répondre à la crise climatique. Comment l'Ontario peut-il le mieux œuvrer en partenariat avec les municipalités pour lutter contre la crise climatique ?

❓ L'économie de l'Ontario est largement dépendante du commerce. Comment l'Ontario devrait-il agir par rapport aux émissions de carbone de ses partenaires commerciaux ?

L'ADAPTATION

Le climat de la planète a déjà connu un réchauffement supérieur à 1°C, et les émissions de GES augmentent à l'échelle de la planète. Nous continuerons à ressentir les effets du changement climatique même après avoir pris des mesures audacieuses pour réduire nos émissions. Par conséquent, l'adaptation jouera un rôle essentiel dans la protection des vies et des biens en Ontario. Cela veut dire accroître notre capacité à nous



adapter aux impacts négatifs de la crise climatique et favoriser la résistance climatique.

❓ L'investissement dans les infrastructures vertes, boisement compris, peut réduire l'ensemble des taux d'émissions de GES tout en atténuant l'impact des phénomènes météorologiques extrêmes. Quelles sont les meilleures manières dont l'Ontario peut investir dans les infrastructures vertes et bâtir une véritable résilience ?

❓ L'Ontario dispose de vastes ressources d'eau douce que nous envient bien des endroits du monde. Cependant, nous ne pouvons tenir pour acquise cette ressource inestimable. Quelles sont les meilleures manières dont l'Ontario peut protéger nos ressources d'eau douce ?

❓ Les phénomènes météorologiques extrêmes continueront de mettre à l'épreuve l'infrastructure et les édifices de l'Ontario. Quels changements doivent être apportés au code du bâtiment, au régime de planification et aux investissements stratégiques pour nous assurer que notre infrastructure et nos bâtiments pourront résister aux menaces futures liées au changement climatique ?

A person wearing a bright yellow protective suit is shown from the side, holding a red and yellow hard hat. The background features a large array of solar panels under a clear blue sky with some light clouds. The overall scene suggests a focus on renewable energy and safety in the workforce.

LES EMPLOIS

LA MISE EN œuvre de mesures visant à combattre la crise climatique représente une opportunité sans précédent pour les Ontarien-ne-s, nous permettant de bâtir un type d'économie et de société qui fonctionnent au bénéfice de tout le monde. La transition vers une économie à zéro émission peut ajouter plus d'un million de nouveaux emplois et des dizaines de milliards de dollars à l'économie ontarienne. Nous pouvons aussi éviter les coûts de milliards de dollars dus aux dommages subis par notre infrastructure, par

notre environnement et par notre santé, en atténuant les conséquences les plus catastrophiques du changement climatique.

Andrea Horwath et le NPD de l'Ontario s'engagent à s'assurer qu'aucune personne, aucune communauté, aucune industrie existante ne seront laissées pour compte dans le cheminement vers une économie à zéro émission. Pour assurer une économie équitable, prospère et durable, le Pacte vert néo-démocrate fournit trois garanties aux Ontarien-ne-s.

Les trois garanties

Première garantie : la formation professionnelle

TOUS LES ONTARIENS et toutes les Ontariennes devraient pouvoir bénéficier de la transition vers une économie à zéro émission. Si cette transition est adéquatement menée, elle créera plus d'un million de nouveaux emplois — de bons emplois, qui vous permettent d'élever une famille. La transition créera une importante demande pour des travailleuses et travailleurs spécialisés, dont des arboriculteurs, des arboricultrices et des électricien-ne-s, des spécialistes de la tuyauterie et des menuisier-e-s, des spécialistes de l'installation de panneaux solaires, des ouvrières et ouvriers spécialisés en tôle. La transition créera aussi plus d'opportunités pour les enseignant-e-s, qui pourront former la prochaine

génération de travailleurs et travailleuses, d'architectes et d'ingénieur-e-s qui créeront l'infrastructure du futur, ainsi que pour les scientifiques qui développeront de nouvelles technologies propres, et pour toutes sortes de professionnel-le-s, y compris des expert-e-s en efficacité énergétique ou des opératrices de train GO. Ce sont tout-e-s ces professionnel-le-s qui nous propulseront vers l'économie à zéro émission.

Les néo-démocrates s'engagent à s'assurer que chaque Ontarien-ne aura la possibilité d'acquérir une formation adéquate et de réussir dans les emplois nécessaires à la transition vers une économie à zéro émission.

QUESTIONS DE DISCUSSION

- ❓ L'Ontario devra mettre en œuvre la transition vers une économie à zéro émission. Comment l'Ontario peut-il s'assurer qu'il y aura assez de travailleuses et travailleurs spécialisés pour répondre à la demande ?
- ❓ Actuellement, il n'y a pas assez de femmes, pas assez de personnes autochtones, pas

assez de personnes noires et racisées qui bénéficient de bons emplois dans les métiers qualifiés. Comment l'Ontario peut-il aider les femmes, les personnes autochtones, les personnes noires et racisées à intégrer les métiers qualifiés et à y rester ?

- ❓ L'Ontario dispose d'un système d'éducation postsecondaire de niveau mondial : des milliers d'étudiant·e·s hautement qualifié·e·s y reçoivent leur diplôme chaque année. Comment l'Ontario peut-il s'assurer que les étudiant·e·s sont préparé·e·s pour les emplois nécessaires à la transition ?
- ❓ Beaucoup d'employeurs, partout à travers l'Ontario, offrent à leurs employé·e·s des programmes de formation leur permettant de perfectionner leurs compétences et d'en acquérir de nouvelles. Comment l'Ontario peut-il mieux appuyer les programmes de formation offertes par les employeurs et rendre le terrain plus

équitable pour réduire le « braconnage » d'employeurs qui n'investissent pas dans la formation ?

- ❓ L'Ontario fournit plusieurs programmes de formation et de soutien de l'emploi, qui aident les gens à se préparer au monde du travail et à s'y connecter. Parmi ces programmes figurent le Programme d'alphabétisation et de formation de base, ou encore le programme Seconde carrière. Comment l'Ontario peut-il améliorer ces programmes et les services afférents pour réaliser de meilleurs résultats en matière d'emplois pour les Ontarien·ne·s ?

Deuxième garantie : l'appui communautaire

LA TRANSITION VERS une économie à zéro émission aura divers types d'impacts dans différentes régions de la province. Certaines communautés auront besoin d'appuis supplémentaires pour s'adapter aux changements dans leur économie locale. D'autres communautés seront plus sévèrement affectées par les conséquences négatives du changement climatique. Que vous habitiez une zone rurale, éloignée, nordique, autochtone,

urbaine ou suburbaine, les néo-démocrates s'engagent à aider les gens de toutes les régions de la province à s'adapter à la crise climatique et à bénéficier pleinement des opportunités créées par la transition.

Les néo-démocrates s'engagent à s'assurer qu'aucune communauté ne sera laissée pour compte à cause du changement climatique et de la transition vers une économie à zéro émission.

QUESTIONS DE DISCUSSION

LES COMMUNAUTÉS DU NORD ET LES COMMUNAUTÉS ÉLOIGNÉES

Les communautés du Nord de l'Ontario et du Grand Nord font face à des défis particuliers en raison de la crise climatique. Certains de ces défis sont décuplés par d'autres problèmes, y compris le dépérissement du secteur primaire et le déclin démographique.

- ❓ Le Nord de l'Ontario est particulièrement vulnérable aux désastres naturels aggravés par la crise climatique. De quoi le Nord de l'Ontario a-t-il besoin pour s'adapter efficacement au changement climatique ?
- ❓ Que doit-on faire pour s'assurer que le Nord de l'Ontario bénéficie de manière équitable de la transition vers une économie à zéro émission et des emplois qui en sont générés ?

LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES

Les désastres naturels reliés au changement climatique, telles que les inondations et les incendies de forêt, sont une menace constante de déplacement pour les personnes autochtones. À travers l'Ontario, bien des personnes autochtones sont dépourvues d'accès à des nécessités de base, dont l'accès à de l'eau potable propre. En 2018, le Programme des Nations Unies pour le développement a affirmé que les terres et les eaux autochtones représentaient 80 % de la biodiversité mondiale, et que les peuples autochtones devaient être les gardiens de ces zones. Tout compte fait, les peuples autochtones ont bénéficié moins et souffert plus des effets de la crise climatique et des politiques y ayant mené.

- ❓ Les communautés autochtones et les anciens ont été les premiers environnementalistes. Le savoir autochtone doit jouer un rôle de premier plan dans l'élaboration de solutions visant à combattre la crise climatique. Comment le savoir autochtone devrait-il être intégré au Pacte vert néo-démocrate ?
- ❓ La chasse et la cueillette sont des pratiques importantes dans la vie des Autochtones. En partenariat avec les Premières Nations, comment l'Ontario peut-il protéger ces pratiques de l'impact négatif de la crise climatique ?
- ❓ La transition vers une économie à zéro émission constitue une opportunité sans précédent pour bâtir une société et une économie plus durables, plus prospères et plus équitables. Comment l'Ontario peut-il, en partenariat avec les Premières Nations, s'assurer que toutes les personnes autochtones bénéficient des opportunités créées par la transition – notamment en termes d'emplois et de développement économique ?
- ❓ Le Grand Nord représente 42 % de la masse terrestre de l'Ontario et constitue

une réserve de carbone d'importance mondiale. Comment l'Ontario peut-il travailler à mieux protéger le Grand Nord en partenariat avec les Premières Nations ?

LES COMMUNAUTÉS RURALES

La crise climatique soulève des défis particuliers, ainsi que des opportunités uniques pour les communautés rurales. Les coûts de l'approvisionnement en énergie peuvent constituer un problème majeur pour les Ontarien-ne-s des régions rurales, qui pourraient ne pas avoir accès à du gaz naturel.

- ❓ Beaucoup de résidences et d'entreprises ontariennes sont chauffées par des combustibles fossiles. Quelle est la meilleure manière dont l'Ontario peut réduire les émissions de GES issues de l'approvisionnement thermique des communautés rurales ?
- ❓ Une économie changeante créera de nouvelles opportunités dans les industries existantes et émergentes. Comment l'Ontario peut-il s'assurer que les Ontarien-ne-s des régions rurales peuvent bénéficier équitablement de ces opportunités ?
- ❓ Les communautés rurales de l'Ontario sont déjà aux prises avec les conséquences négatives de la crise climatique et de la dégradation de l'environnement. Quelles sont les problèmes environnementaux les plus pressants auxquels font face les communautés rurales, et quelle est la meilleure manière dont l'Ontario peut y répondre ?

LES COMMUNAUTÉS URBAINES

Les communautés urbaines ont un rôle important à jouer dans le cheminement vers un avenir à zéro émission. Une plus grande densité démographique rend plus viables certains types d'investissement dans des

infrastructures à faible teneur en carbone, alors que la valeur des propriétés, nettement plus élevée, rend certains projets plus coûteux et plus complexes. Les économies urbaines sont en meilleure position pour capitaliser sur les opportunités économiques représentées par la transition vers une économie à zéro émission, alors que les phénomènes météorologiques extrêmes se sont montrés particulièrement coûteux pour les communautés urbaines.

- ❓ À l'avenir, la marche et le cyclisme joueront un rôle essentiel pour les Ontarien·ne·s des communautés urbaines. Chaque déplacement à pied et chaque trajet en vélo vers le lieu de travail veulent dire une voiture de moins sur les routes. Comment l'Ontario peut-il mieux promouvoir la marche et le cyclisme auprès des Ontarien·ne·s des communautés urbaines ?
- ❓ Les espaces verts rendent les villes plus fraîches et plus vivables, et ils capturent le carbone. Comment pouvons-nous promouvoir le développement et l'entretien de plus d'espaces verts dans les villes ontariennes ?
- ❓ La croissance démographique, le dépérissement des zones tampons telles que



les terres humides et boisées, ainsi que des températures plus chaudes, sont des facteurs qui constituent une menace pour l'approvisionnement en eau des zones urbaines. Qu'est-ce que l'Ontario doit faire pour mieux protéger notre approvisionnement en eau ?

- ❓ Lors de phénomènes météorologiques extrêmes, les villes risquent d'être durement frappées. Quelles mesures supplémentaires nos villes doivent-elles prendre pour s'adapter à la crise climatique ?

Troisième garantie : l'appui aux industries existantes

L'ONTARIO EST LE moteur économique du Canada. Notre prospérité prend racine dans les industries diversifiées, innovantes et prospères qui se sont implantées dans notre province. Ces industries comprennent le secteur financier, le secteur forestier, le secteur agro-alimentaire, le secteur minier, ainsi que les technologies d'information et de communication.

Les émissions industrielles de l'Ontario ont diminué considérablement par rapport aux niveaux de 1990, mais il reste beaucoup de travail à faire. Certaines industries sont en bonne position pour capitaliser sur les opportunités engendrées par la transition vers une économie à zéro émission, alors que pour d'autres la réduction des émissions posera des défis considérables.

Les néo-démocrates s'engagent à fournir des appuis adaptés pour répondre aux besoins



particuliers de chaque industrie dans son cheminement vers une économie à zéro émission, afin que nos industries continuent de prospérer et d'offrir de bons emplois pour les Ontarien-ne-s, tout en respectant les plus hautes normes environnementales possibles.

QUESTIONS DE DISCUSSION

Le secteur industriel représente 30 % des émissions de GES de l'Ontario. Cela comprend des industries comme la production d'acier : à forte teneur en carbone et sujet à des pressions commerciales internationales, ce secteur fournit en même temps de bons emplois syndiqués pour les Ontarien-ne-s. Cela comprend aussi des industries comme le secteur des technologies propres, qui peut nous aider dans la transition vers une économie à zéro émission tout en créant de bons emplois, qui vous permettent d'élever une famille.

❓ Quel type d'appuis sont nécessaires pour s'assurer que les industries qui prospèrent dans l'Ontario d'aujourd'hui continueront

de prospérer en 2050, tout en atteignant un niveau de zéro émission ?

❓ La tarification du carbone ne suffira pas pour atteindre nos cibles industrielles en termes de réduction des émissions. Quels sont les mécanismes les plus efficaces pour aider les industries à accomplir la transition et à prospérer dans une économie à zéro émission ?

❓ Bien des gens ont soulevé des préoccupations au sujet des industries qui déménageraient vers des juridictions munies de normes environnementales moins contraignantes, et où l'on peut polluer à meilleur marché. Pareillement,

le secteur industriel soulève un défi concurrentiel : il s'agit d'être compétitif dans un marché mondial, où les concurrents directs ont à respecter des normes moins strictes en termes d'émissions et d'atténuation du changement climatique. Comment l'Ontario peut-il aider

nos industries subissant des pressions commerciales à s'adapter et à prospérer dans une économie à zéro émission, afin d'éviter la fuite de capitaux, qui est nuisible pour notre économie, pour nos travailleuses et travailleurs, et pour l'environnement de la planète ?

Les industries émergentes

LA TRANSITION VERS une économie à zéro émission créera plus d'un millions de nouveaux emplois et ajoutera des dizaines de milliards de dollars à notre économie, tout en permettant d'éviter les coûts catastrophiques de la crise climatique. De nouvelles industries vont surgir : des industries à faible teneur en carbone qui nous appuieront dans la transition en créant de nouvelles opportunités. Grâce à notre force de travail, talentueuse et hautement qualifiée, grâce à notre économie prospère et diversifiée, grâce à la solidité de nos institutions et de nos services sociaux, et grâce à notre qualité de vie enviable de par le monde, l'Ontario est en excellente position pour capitaliser sur ces opportunités.

La transition nous offre aussi une opportunité qui n'arrive qu'une fois par génération : bâtir une société et une économie plus durables,

plus prospères et plus équitables. Nous pouvons nous assurer que les emplois créés grâce à la transition seront de bons emplois, avec des salaires et des avantages sociaux équitables. Il peut s'agir d'emplois pour les travailleuses et les travailleurs de la construction, qui rénoveraient les bâtiments en y incluant des composantes efficaces au point de vue énergétique ; il peut s'agir d'emplois pour les travailleuses et travailleurs de l'automobile, qui bâtiraient des véhicules électriques ; il peut s'agir d'emplois pour les métallos qui produiraient les rails pour l'élargissement de notre réseau ferroviaire, d'emplois pour les ingénieur·e·s et pour les chercheur·e·s scientifiques qui développeraient des technologies propres, d'emplois pour les enseignant·e·s qui formeraient aux compétences nécessaires pour une économie durable, et bien d'autres emplois encore.

QUESTIONS DE DISCUSSION

❓ Dans quelles industries émergentes l'Ontario dispose-t-il, voire peut-il disposer d'un avantage concurrentiel qui appuierait la transition vers une économie à zéro émission ? Quelle est la meilleure manière dont l'Ontario peut appuyer la croissance et la prospérité de ces industries ?

❓ L'Ontario dispose d'un secteur des technologies propres bénéficiant d'investissements croissants dans la recherche et le développement de technologies à faible teneur en carbone. Comment l'Ontario peut-il encourager le développement, la commercialisation et l'expansion de technologies ontariennes à faible teneur en carbone, et poursuivre la croissance de notre secteur des technologies propres ?

Le plus vaste programme de rénovation écoénergétique des édifices au monde

LES ÉDIFICES RÉSIDENTIELS, commerciaux et industriels produisent 21 % des émissions de GES de l'Ontario, et ces émissions sont à la hausse. Entre 1990 et 2016, les émissions correspondant aux bâtiments ont augmenté de 23 % — la plus importante augmentation de tous les secteurs, à l'exception des transports.

La rénovation des édifices est le moyen le plus efficace, en termes de coût, pour réduire nos émissions tout en engrangeant des bénéfices économiques considérables. **Au Canada, les études scientifiques montrent que l'investissement dans des mesures de conservation de l'énergie crée, pour chaque dollar investi, 4 dollars en activité économique. Pour l'Ontario, cela voudrait dire 15,2 milliards de dollars ajoutés annuellement à notre PIB, entre 2022 et 2030, ce qui mènerait à la création de 60 000 nouveaux emplois payants par année¹⁰.**

En investissant dans la conservation d'énergie pour nos maisons, nos entreprises et nos espaces publics, nous pourrions créer des dizaines de milliers de nouveaux emplois et des milliards de dollars en nouvelles activités économiques, tout en conservant des coûts d'électricité peu élevés. **Andrea Horwath et le NPD de l'Ontario mettront en œuvre le**

plus vaste et le plus ambitieux programme d'amélioration énergétique des édifices au monde. Une fois ce programme mis sur pied, notre but sera de rénover, chaque année, 5 % ou plus des édifices de l'Ontario — la cible de rénovation la plus ambitieuse au monde¹¹. Il est temps que nous commençons à bâtir un avenir meilleur, plus durable et plus prospère, ensemble.

Le programme de rénovation écoénergétique des édifices du NPD de l'Ontario réduira les émissions des édifices à travers trois volets distincts.

D'abord, le gouvernement doit donner l'exemple et réduire de manière drastique les émissions de GES des édifices publics (hôpitaux, écoles, collèges, universités, centres culturels et centres communautaires). L'Ontario travaillera rapidement pour réduire les émissions des édifices appartenant au secteur public au sens large, afin de parvenir à zéro émission d'ici 2030. L'amélioration de l'efficacité énergétique des édifices du secteur public permettra aux contribuables d'épargner au moins 112 millions de dollars par an et réduire les émissions de 250 000 tonnes par année, tout en créant des milliers de bons emplois qui vous permettent d'élever une famille¹².

10 Dunsky Expertise en énergie, « The Economic Impact of Improved Energy Efficiency in Canada » : <https://www.encycanada.org/wp-content/uploads/2018/04/Economic-Impact-of-Pan-Canadian-Framework-Energy-Efficiency.pdf>

11 L'Europe s'est fixé des cibles de 3 % par an pour les bâtiments publics. Voir Commission européenne, « Setting the 3% Target for Public Building Renovation » : <https://ec.europa.eu/energy/en/content/setting-3-target-public-building-renovation>

12 Commissaire à l'environnement de l'Ontario, « Économie d'énergie : passons aux choses sérieuses » : http://docs.assets.eco.on.ca/reports/energy/2015-2016/ECO_Conservation_Lets_Get_Serious-FR.pdf

QUESTIONS DE DISCUSSION

- ❓ Quelles sont les meilleures manières dont l'Ontario peut réduire les émissions de GES du secteur public au sens large, afin de parvenir à zéro émission d'ici 2030 ?
- ❓ Beaucoup d'édifices publics sont la propriété des municipalités, responsables de

leur entretien. Quelles sont les meilleures manières dont l'Ontario peut œuvrer en partenariat avec les municipalités pour réduire les émissions de leur parc d'édifices afin de parvenir à zéro émission de la part des édifices qui sont propriété municipale ?

Deuxièmement, tout en rénovant les édifices existants afin d'améliorer notre efficacité énergétique, nous devons nous assurer que les nouvelles constructions sont aussi écoénergétiques que les technologies le permettent. D'ici 2030, les néo-démocrates s'engagent à s'assurer que tous les nouveaux édifices bâtis pour le compte du secteur public au sens large, de même que les édifices résidentiels et commerciaux, fonctionnent à zéro émission.

QUESTIONS DE DISCUSSION

- ❓ Le Code du bâtiment de l'Ontario devra être mis à jour, afin de s'assurer que les rénovations et les nouveaux bâtiments sont aussi écoénergétiques que les technologies le permettent. Quels changements doivent être apportés au Code du bâtiment pour parvenir à ce but ?

- ❓ Les équipements et les appareils ménagers contribuent de manière significative aux émissions dues aux édifices résidentiels et commerciaux. Quelles sont les exigences les plus rigoureuses pouvant être raisonnablement adoptées pour améliorer l'efficacité énergétique des équipements et des appareils ménagers ?

Finalement, notre but est de réduire de 50 % les émissions des édifices résidentiels et commerciaux d'ici 2030. D'ici 2050, tous les édifices résidentiels et commerciaux de l'Ontario devraient être rénovés pour fonctionner à zéro émission.

Le plan pour le plus vaste programme de rénovation écoénergétique au monde, tel qu'applicable aux édifices résidentiels et commerciaux

BIEN QU'AMBITIEUX, NOTRE plan est réalisable. En travaillant ensemble, nous pouvons créer des dizaines de milliers de nouveaux emplois et injecter des milliards de dollars dans notre économie, tout en conservant des coûts d'électricité peu élevés, et en évitant les coûts catastrophiques de la crise climatique.

Pour faciliter l'application du programme de rénovation écoénergétique aux édifices résidentiels et commerciaux, les néo-démocrates mettront sur pied une entité « à fenêtre unique » pour la planification écoénergétique — conservation d'énergie comprise —, pour la promotion et l'exécution

du programme, et pour le financement de départ. Comme première mesure, cet organisme entreprendra un inventaire exhaustif des mesures de conservation de l'énergie, afin d'identifier les possibilités les plus écoénergétiques en matière de rénovation, ainsi que pour évaluer la viabilité d'un déploiement rapide de rénovations en profondeur des édifices du secteur public au sens large, des logements sociaux, et de certains immeubles de grande hauteur.

De plus, s'ils sont élus en 2022, les néo-démocrates commenceront immédiatement à mettre en œuvre un programme de formation à grande échelle, pour s'assurer que nous disposons d'une main-d'œuvre de travailleuses et travailleurs spécialisés et d'autres professionnel·le·s dont les connaissances, les compétences et le savoir-faire sont essentiels pour atteindre nos cibles en matière de rénovation écoénergétique.

QUESTIONS DE DISCUSSION

- ❓ Les programmes de rénovation visant à réduire les émissions de GES de manière significative peuvent faire face à des défis lorsqu'il s'agit de leur adoption volontaire. Quelles sont les meilleures manières d'encourager les propriétaires d'édifices résidentiels et commerciaux à participer au programme de rénovation écoénergétique ?
- ❓ Les coûts de départ des rénovations de maisons ou d'entreprises risquent de dissuader certaines personnes de participer au programme de rénovation. Quelle est la meilleure manière dont l'Ontario peut fournir un financement de départ pour le programme de rénovation écoénergétique tout en garantissant la durabilité à long terme du programme ?
- ❓ Quels emplois sont nécessaires pour atteindre nos cibles en matière de rénovation écoénergétique ? De combien de nouveaux travailleurs et travailleuses aurons-nous besoin pour ces emplois ? Combien de temps cela prendra-t-il pour former de nouveaux travailleurs et travailleuses pour ces emplois très recherchés ?
- ❓ Comment pouvons-nous nous assurer que nous disposons d'un nombre adéquat de travailleurs et travailleuses et d'une main-d'œuvre suffisamment diversifiée pour mettre en œuvre notre programme de rénovation écoénergétique dans toutes les régions de la province ?
- ❓ La construction peut être une activité à haute teneur en carbone. Comment l'industrie de la construction peut-elle réduire ses émissions de GES, et comment l'Ontario peut-il aider l'industrie de la construction à adopter des processus et des technologies à faible teneur en carbone ?
- ❓ Les édifices industriels font face à des défis particuliers en matière de réduction des émissions de GES. Quelles sont les meilleures manières dont l'Ontario peut appuyer la réduction des émissions dues aux édifices industriels ?

Comment nous allons payer pour le programme de rénovation écoénergétique

LE PRIX DE l'inaction face à la crise climatique dépasse de loin le coût de l'action. Si nous permettons que la température moyenne de la planète atteigne les niveaux vers lesquels nous nous dirigeons actuellement, le prix du changement climatique en Ontario s'élèvera de ce qu'il est aujourd'hui — environ 5 milliards de dollars par an — à plus de 41 milliards¹³ par an une fois que les températures auront augmenté de 3 à 4 degrés Celsius.

Cela dit, la lutte contre la crise climatique exigera des investissements initiaux con-

sidérables. Le NPD croit à l'avenir de l'Ontario, et nous jugeons que cela vaut la peine d'investir dans cet avenir. Le financement du Pacte vert néo-démocrate exigera une combinaison de nouvelles sources de revenu, de tarifs équitables sur le carbone, ainsi que de prêts et d'emprunts.

L'Ontario mettra fin à l'austérité et s'assurera de rendre disponible chaque ressource financière nécessaire pour l'investissement dans un avenir juste et durable.

QUESTIONS DE DISCUSSION

- ❓ On peut faire usage d'obligations vertes pour financer des projets à grande échelle. Le gouvernement des Pays-Bas a récemment émis des obligations vertes totalisant 6 milliards d'euros (9,1 milliards de dollars canadiens). La demande était 3,5 fois plus élevée par rapport aux obligations disponibles. L'Ontario devrait-il créer une « banque verte » pour prêter exclusivement aux industries qui réduisent leurs émissions, à des projets énergétiques propres et au développement de technologies durables ?
- ❓ Les plus fortuné·e·s parmi nous portent une plus grande responsabilité dans la crise climatique, mais seront le moins affecté·e·s par ses méfaits. Un système d'imposition juste peut garantir que chacun·e paie sa juste part. Comment le système d'imposition de l'Ontario peut-il être amélioré afin de contribuer au financement de notre transition vers une économie à zéro émission ?
- ❓ La tarification du carbone est un moyen efficace et fructueux pour la réduction des émissions industrielles. Quel système de tarification du carbone fonctionne le mieux pour les résident·e·s et pour les entreprises de l'Ontario, tout en nous aidant à atteindre nos cibles de réduction des émissions de GES ?
- ❓ Notre cheminement vers une économie à zéro émission exigera de nouvelles manières de penser et d'agir. L'Ontario peut-il prioriser différemment une partie de ses dépenses, y compris pour ce qui est des crédits d'impôt, afin que nous atteignons nos cibles de réduction des émissions ? Si oui, de quelle manière cela peut-il se faire ?

13 Voir la méthodologie employée par Hsiang *et al.*, « Estimating economic damage from climate change in the United States », *Science*, vol. 356, no 6345, p. 1362-1369 : <https://science.sciencemag.org/content/356/6345/1362>

A photograph of a forest path. The path is covered in brown, fallen leaves. On either side of the path, there are numerous white flowers with green leaves, likely trilliums. The background shows tall, thin trees with green foliage, suggesting a spring or early summer setting. The overall scene is bright and natural.

L'ESPOIR

Carte postale du futur – Ontario, 2050

IMAGINEZ UN ONTARIO plus prospère que jamais auparavant. Où les gens vivent, travaillent et jouent librement, sachant que nous avons fait notre part pour combattre la crise climatique. Où nous nous déplaçons grâce à des moyens de transport à bas prix et à zéro émission — y compris grâce à un service ferroviaire connectant les grands centres ainsi que les communautés du Nord. Où nous sommes un leader national dans le développement et la production de véhicules électriques et d'autres technologies à faible teneur en carbone et essentielles au fonctionnement de l'économie. Où toute l'électricité que nous utilisons est propre, fiable et abordable, et où chaque édifice respecte les plus hautes normes écoénergétiques.

Imaginez un Ontario où nous pouvons élever nos enfants en sachant qu'ils recevront l'éducation et la formation nécessaires pour les préparer à un monde du travail changeant, sans en venir à crouler sous les dettes. Où nous prenons soin de nos personnes âgées, et où nous nous assurons que personne n'est laissé pour compte.

Imaginez un Ontario qui respecte les conseils et les enseignements autochtones, et qui

a beaucoup cheminé vers une réconciliation véritable et profonde. Imaginez un Ontario qui privilégie la prospérité du grand nombre plutôt que la fortune de quelques-un-e-s.

Imaginez un Ontario où nous avons eu le courage d'affronter la crise climatique, où nous avons fait de cette urgence absolue un carburant pour réparer ce qui était endommagé, et où nous nous sommes engagé-e-s à nourrir — en faisant les investissements qui s'imposaient — une existence prospère et résiliente, à zéro émission.

Cet avenir peut bien sembler un rêve. En réalité, il est non seulement *possible*, mais *nécessaire*. Cet avenir peut bien sembler coûteux, mais ne coûtera qu'une fraction du prix de l'inaction. Cet avenir peut sembler exigeant, mais un avenir où le changement climatique se poursuivrait sans entraves serait plus éprouvant encore, plus nuisible et plus dommageable que nous ne le saurions imaginer. Nous pouvons faire mieux. Nous *devons* faire mieux.

Nous pensons qu'il est temps de faire de cet avenir une réalité. Il est temps pour un Pacte vert néo-démocrate en Ontario.

QUESTIONS DE DISCUSSION

La crise climatique n'a pas été un simple accident dont chacun-e serait également responsable. Les jeunes d'aujourd'hui n'ont pas créé la crise climatique, mais en seront affectés de façon disproportionnée. Le changement climatique affecte aussi de

façon disproportionnée les pauvres et les personnes vulnérables. Pendant ce temps, les plus fortuné-e-s parmi nous émettent beaucoup plus de carbone et ont beaucoup plus de ressources pour se protéger des méfaits de la crise climatique.

- ❓ Transformer notre économie en une économie à zéro émission nous offre l'occasion sans précédent de bâtir une société plus juste et plus prospère pour toutes et tous. Comment l'Ontario peut-il s'assurer que personne ne sera laissé pour compte dans le cheminement vers une économie à zéro émission ? Y a-t-il des communautés qui risquent d'être affectées de manière disproportionnée par la transition ? Si oui, comment pouvons-nous aider ces communautés à devenir plus fortes ?
- ❓ Comment l'Ontario peut-il s'assurer que les millions de nouveaux emplois créés grâce à la transition vers une économie à zéro émission seront de bons emplois, comportant des avantages sociaux et des prestations de retraite ?
- ❓ Comment l'Ontario peut-il s'assurer que les syndicats disposent des outils nécessaires pour s'organiser dans la nouvelle économie — en offrant à chaque travailleuse et à chaque travailleur la possibilité de faire partie d'un syndicat ?

Ce que nous offrirons par la suite

Le Pacte vert néo-démocrate sera l'une des pièces maîtresses de la plateforme électorale du NPD de l'Ontario en 2022. Mais dans les trois années à venir, nous poursuivrons bien d'autres combats.

Le NPD de l'Ontario reste fidèle aux importants engagements que nous avons mis en avant dans notre plateforme électorale de 2018, dont la mise à jour de la Charte des droits environnementaux et l'élaboration d'une stratégie provinciale pour l'eau. Nous devons prendre soin de cette ressource naturelle de premier plan, la plus précieuse de toutes, pour les générations à venir. Nous devons en finir avec les avis d'ébullition d'eau de longue date qui continuent d'affecter les communautés autochtones aujourd'hui. Aucune communauté de notre province ne devrait manquer d'accès à de l'eau propre, que l'on puisse boire et dont on puisse faire usage de manière sécuritaire, pour se laver, pour cuisiner et pour faire le ménage.

Dans l'espace d'une seule année en tant qu'Opposition officielle, Andrea Horwath et le NPD de l'Ontario ont déjà demandé au

gouvernement de déclarer l'urgence climatique et de former un comité spécial, constitué de député·e·s de tous les partis, pour s'attaquer à la crise climatique. Nous avons présenté un projet de loi visant à interdire l'usage des plastiques à usage unique en Ontario, ce qui protégerait notre air, notre sol et notre eau contre la pollution, en détournant ces déchets non biodégradables de nos décharges. Une fois adopté, le projet de loi rendra possible l'élimination graduelle des pires coupables — dont les sacs en plastique et les couvercles en plastique des tasses à café — d'ici 2020, et poursuivra l'élimination graduelle des autres plastiques à usage unique avant 2025 — à l'exception de certains produits médicaux et des produits dont les personnes handicapées ont besoin, tels que pailles en plastique médicalement nécessaires.

Le NPD de l'Ontario continuera d'exercer de la pression sur le gouvernement pour qu'il adopte notre projet de loi visant l'interdiction des plastiques à usage unique, et pour qu'il prenne des mesures afin de protéger notre environnement, pour nos enfants et nos petits-enfants.

Les prochaines étapes

Nous nous engageons à gérer le Pacte vert néo-démocrate de la bonne façon. Les enjeux sont trop élevés pour s’y soustraire. Les Ontarien·ne·s, surtout les jeunes, comptent sur leurs leaders pour combattre la crise climatique. Mais nous ne pouvons le faire tou·te·s seul·e·s.

C’est pourquoi la toute prochaine étape pour le NPD de l’Ontario sera d’entreprendre une large consultation publique à l’échelle de la province. Nous voulons connaître l’avis de tou·te·s nos concitoyen·ne·s, de tous les coins de l’Ontario, des leaders du monde des affaires aux jeunes, de Sioux Lookout à Toronto, et d’Ottawa à Windsor.

Restez alerte aux opportunités pour nous faire part de vos idées dans les prochains jours,

semaines et mois. Que nous en arrivions à connaître vos idées en personne, lors d’une assemblée publique, ou bien en ligne, par courriel, sachez que nous prêterons l’oreille à vos questions, à vos préoccupations, à vos idées et à vos suggestions au sujet des meilleures manières de parvenir à zéro émission en Ontario.

Il est temps de nous retrousser les manches et d’accomplir le travail ardu que la crise climatique rend nécessaire. La crise climatique, nous devons la combattre tout aussi vaillamment — et plus rudement encore — que les jeunes qui, partout à travers notre province, combattent pour leur avenir même. Les jeunes et, de fait, tou·te·s les Ontarien·ne·s, ne méritent rien de moins.



